

Accompagner la Réflexivité des Praticiens de la Coopération au Développement : Une Expérience “d’Anthropologie Impliquée”

Philippe Lavigne Delville

Les contradictions de l’intervention de développe- ment : un art du possible

Quand on parle de coopération au développement, on pense scolarisation, accès à la santé, à l’eau potable, microfinance, parfois développement agricole, aménagement urbain. Des actions à forte dimension technique, qui réclament des professionnels, des ingénieurs, des urbanistes, des économistes. Mais une intervention de développement n’est pas qu’un apport de techniques, de savoir-faire et de bonne volonté. La socio-anthropologie du développement a montré de longue date qu’il s’agit d’une « *intervention dans des systèmes [sociaux et politiques] dynamiques* » (Elwert et Bierschenk, 1988).

Toute intervention externe repose sur un postulat normatif : elle porte en elle des façons de poser les problèmes et des types de solutions qui ne sont pas universels mais ont une histoire. Leur pertinence doit être questionnée, tant au regard des situations concrètes auxquelles elles sont censées s’appliquer, qu’au regard de leur signification politique. Dans la mise en œuvre des projets, ces façons de poser les problèmes et les

solutions proposées se confrontent aux représentations des acteurs locaux, à leurs intérêts, à leurs propres façons de poser les problèmes et leurs éventuelles solutions. Les projets de développement suscitent ainsi des enjeux politiques et économiques dans l’espace local, ils offrent des opportunités à certains, ils représentent une menace pour d’autres.

Les projets de développement sont porteurs d’une certaine technicité, qu’il ne faut pas sous-estimer (comment dimensionner les tuyaux d’eau potable, comment fixer des taux d’intérêts viables pour les gens et permettant la pérennité d’une institution de microfinance, comment assurer la qualité sanitaire dans les entreprises artisanales de transformation agro-alimentaire, etc.). Mais dès lors que l’on pose des questions de priorités d’intervention, du choix du type de pompe, de localisation de forage, de fixation du prix de l’eau, d’organisation, de maintenance, on est face à des problèmes de valeurs, de choix, d’action collective. On ne peut pas importer sans réflexion des instruments ou des modèles. Se posent alors des questions de pertinence, d’adéquation à des contextes sociaux et institutionnels complexes, de priorités des acteurs locaux,

d'appropriation des innovations. Des problèmes de dialogue et de communication, de capacité des acteurs locaux à penser et surtout exiger les solutions qu'ils jugent pertinentes pour eux et donc des questions qui relèvent des sciences sociales.

Les critiques des sciences sociales... et leurs limites

Les sciences sociales sont le plus souvent très critiques sur le monde du développement, sur « l'industrie de l'aide ». Une série de travaux questionne la notion même de « développement » et ses sous-entendus, cherchant à déconstruire les discours des institutions internationales et à montrer comment, derrière un langage neutre, voire constructif, il cache en fait la reproduction de rapports internationaux de domination. Une autre série de travaux, que représente le réseau de l'APAD¹ au sein duquel je m'inscris, se centre sur les actions de terrain, et observe ce qui se passe là où des gens disent qu'ils œuvrent « pour le développement ». A cette échelle aussi, les sciences sociales sont très critiques. Face au discours neutre, technicisé et consensuel de l'aide, les recherches empiriques ont mis en avant l'irréductible divergence de points de vue et d'intérêts entre « développeurs » et « développés », la fréquence des stéréotypes, le caractère assez standardisé des interventions de développement, les asymétries dans la relation même lorsque les intervenants cherchent à les minimiser. La communication entre « développeurs » et « développés » est toujours marquée par les enjeux

de l'intervention, « l'offre » des développeurs est réinterprétée par les acteurs locaux en fonction de leurs réalités, de leurs représentations, de leurs logiques (Olivier de Sardan, 1995).

De fait, l'aide tend à « trouver des problèmes aux solutions » (Naudet, 1999), et à lire les situations en fonction des réponses qu'elle pense pouvoir apporter. Mettant en avant les manques, les carences, elle justifie son existence en même temps qu'elle définit les autres négativement, par ces manques : manque de techniques, de connaissances, d'institutions adéquates, etc. Par là-même, elle tend à transformer des acteurs sociaux, hétérogènes et socialement situés, inscrits dans une histoire, ayant leurs valeurs, leurs savoirs, leurs intérêts, en une « population locale » définie par les manques. Et donc niée dans son identité, dans ses valeurs, dans les tensions qui la traversent, aussi.

Ces critiques sont globalement justes. Mais elles ont deux limites. D'une part, elles voilent la diversité des situations, au risque de caricaturer : dans le monde du développement, on rencontre le meilleur comme le pire ; il y a des gens très compétents et engagés, qui ont une compréhension fine des situations et des enjeux, et des mercenaires qui ne pensent qu'à leur salaire ; il y a des dispositifs pervers et d'autres qui font sens. Or, la majorité des recherches ne s'intéressent qu'aux « échecs », et certains ne prennent même pas le temps d'une analyse sérieuse, se contentant de répéter les explications par le postulat de la méconnaissance, caricaturant des praticiens du

¹ www.apad-association.org

développement qu'ils ne se sont pas donnés la peine d'interroger.

D'autre part, centrées sur l'aide internationale, ces recherches imputent à l'aide, aux rapports nord/sud, des ambiguïtés et des contradictions inhérentes à l'intervention sociale elle-même. En France (et en Suisse sûrement aussi !), les politiques sociales reposent sur des représentations biaisées sinon caricaturales des gens en situation de fragilité. Elles portent des visions normatives, et sont sur une logique de l'offre. Elles sont mises en œuvre par des institutions pour qui la sécurisation de leur existence tend à l'emporter sur l'adéquation de leur offre envers leur public (de Gaulejac, Bonetti et Fraisse, 1995). Dès lors que l'on exerce sa profession dans un univers social qui n'est pas le sien, se pose la question de l'altérité. Dès lors que l'action touche à du social, concerne des gens en situation de domination sociale, la capacité d'écoute, la qualité du relationnel, sont aussi importantes que la compétence technique. Au *professionnalisme* (c'est-à-dire à la maîtrise des compétences techniques inhérentes à un métier donné) doit s'adjoindre ce que certains appellent la *professionnalité*, le sens des situations, la capacité à mobiliser des savoirs et compétences dans un contexte donné, en interaction avec d'autres, ce qui ne va pas de soi dans les dispositifs d'action sociale, du fait de leurs logiques institutionnelles, des logiques de carrière des individus qui y travaillent (Dubechot, 2005). Ces contradictions sont exacerbées dans des contextes d'aide, du fait du degré d'altérité, des modes de financements, mais elles n'y sont pas spécifiques.

Permettre aux praticiens de mieux cerner les enjeux de leurs actions

Penser les enjeux politiques sociaux des projets, savoir les appréhender, apprendre à mieux travailler avec est une condition de pertinence de l'action. Or, les intervenants externes (du pays ou étrangers) sont porteurs de leurs propres valeurs, normes, savoirs. Ils agissent dans une compréhension partielle des situations et de leurs enjeux, et d'autant plus que leur formation est technique. Ils ont une sensibilité variée aux enjeux sociaux de l'intervention, mais n'ont pas toujours les clés de lecture pour les appréhender, ou les outils pour les prendre en compte dans leur pratique.

Dès lors, comment permettre à des praticiens qui ne sont pas formés aux sciences sociales de se poser des questions de sciences sociales ? C'est en tant qu'agro-économiste praticien que j'ai commencé ma vie professionnelle et c'est après quelques années de pratique que j'ai voulu me former aux sciences sociales. J'ai éprouvé pendant ma formation d'anthropologue à quel point l'acquisition du regard sociologique déplaçait mes façons de voir, questionnait mes pré-supposés. J'avais dû faire ma « rupture épistémologique » (Bourdieu, Chamboredon et Passeron, 1983), apprendre à penser en dehors des catégories de pensée développementistes en termes de « communautés », de consensus, à me détacher d'une vision assez fonctionnaliste du social, pour lire des différenciations, des rapports sociaux, des conflits. Après ma thèse, j'ai travaillé de longues années au Gret, ONG professionnelle française, dans l'équipe « développement rural » d'abord, puis comme directeur

scientifique. Le Gret est constitué de gens qui ont fait le choix de consacrer leur vie professionnelle à la coopération internationale et sont, pour la grande majorité, ingénieurs, urbanistes, économistes, etc. Ce sont des gens engagés, compétents, curieux, cherchant à mettre au point avec les acteurs locaux des innovations techniques et institutionnelles durables. Cette double expérience m'a sans nul doute rendu sensible à la question de la recevabilité des analyses socio-anthropologiques pour des praticiens non anthropologues, et aux conditions de l'incorporation de perspectives socio-anthropologiques dans la pratique du développement. Il ne peut s'agir de demander à chaque praticien (agronome, économiste, urbaniste, etc.) de devenir socio-anthropologue : ce n'est ni possible ni même nécessaire.

Le praticien ne peut échapper de se confronter à la complexité du réel, à des combinaisons spécifiques et situées de facteurs environnementaux, économiques, sociaux, techniques, etc. L'enjeu de son action est de savoir s'inscrire dans des environnements complexes. Dès lors, pour reprendre l'expression d'Henri Laborit (Laborit, 1974), l'enjeu n'est pas de chercher à produire d'illusoires « polytechniciens » (qui maîtrisent toutes les techniques, toutes les disciplines), mais des « monotecniciens polyconcepteurs », c'est-à-dire des gens qui, tout en maîtrisant un savoir professionnel spécifique, savent analyser les situations de façon plus large, et mobiliser ce savoir professionnel dans des environnements complexes, en fonction de lectures qui ne sont pas seulement déterminées par leur culture professionnelle. L'enjeu est de donner des ressources aux praticiens pour poser les questions qu'ils se posent en termes plus sociologiques, et à travers cela de savoir situer leur action et leurs savoirs

techniques dans une appréhension plus large des enjeux de leur intervention, de réfléchir leur pratique.

Des objets d'interface pour déplacer les questionnements et rendre le dialogue possible

Pour les praticiens, les comités de gestion sont la forme « naturelle » de gestion des équipements collectifs (par exemple des points d'eau), dans les villages ou les quartiers de ville, là où l'Etat ou les collectivités locales – voire les entreprises – ne sont pas à même d'assurer un service effectif. La capacité d'auto-organisation, ou les formes « communautaires » d'action collective, sont censées donner aux acteurs locaux les ressources leur permettant d'assurer cette responsabilité, avec ses fonctions techniques (mettre en route la pompe, assurer l'entretien de base), économiques (vendre l'eau, collecter les paiements, payer le gas-oil ou l'électricité, payer les réparations), et de décisions. Mais ce n'est pas si simple, et on ne compte plus les pannes, les conflits, les détournements de fonds.

De fait, lorsqu'on parle d'organisations locales, de participation, de gestion d'équipements, on pose aussi des questions d'action collective, de rivalités entre factions dans les arènes locales de pouvoir, de capacité d'expression des différents groupes sociaux. On se confronte à des sociétés locales qui sont différenciées et hiérarchisées, même si ces catégories sociales ne sont pas toujours immédiatement perceptibles au regard extérieur. D'un point de vue de sciences sociales, un comité est une instance qui s'inscrit dans les rapports

sociaux et politiques, dans une société locale structurée autour de clivages sociaux, lignages et quartiers, chefferie, conseil de village, etc. La désignation de ses membres est un enjeu fort dans les conflits politiques. Ceux qui ont la légitimité politique n'ont pas forcément les compétences techniques. Poser le comité de gestion comme enjeu politique et comme instance gestionnaire permet de s'interroger à la fois sur ces deux dimensions, de s'interroger sur les façons de travailler la mise en place et l'accompagnement de ces comités pour qu'ils aient le plus de chances possibles d'arriver à coupler capacités technico-économiques et légitimité politique et, ainsi, d'arriver à assurer une gestion effective (Répussard, 2008).

Passer de l'idée d'un comité de gestion comme instance gestionnaire, à celle d'une instance politique devant assurer des fonctions de gestion, c'est ce que j'appelle définir un « concept d'interface » autour duquel peuvent s'articuler questionnements de sciences sociales et questionnements de praticiens. Faisant sens dans une perspective d'action, tout en étant formulés dans des termes qui font sens dans une perspective de sciences sociales, de tels concepts permettent de sociologiser le questionnement opérationnel, déplacent la façon de penser l'action, et favorisent un dialogue constructif avec les sciences sociales.

Accompagner la réflexivité des praticiens par la capitalisation d'expériences

Capitaliser une expérience, c'est la relire avec du recul, pour en tirer les enseignements, et les partager. C'est passer, comme le dit Pierre de Zutter, « de l'expérience à la

connaissance partageable » (de Zutter, 1994; Villeval et Lavigne Delville, 2004). Capitaliser son expérience consiste, pour des praticiens ayant été impliqués dans une action, à produire, individuellement ou de préférence collectivement, une analyse rétrospective distanciée d'une action, sur la base d'un questionnaire et d'une tentative d'objectivation. Le questionnaire porte sur la compréhension de ce qui s'est passé, sous l'angle de la façon dont l'équipe du projet a pensé et agi, de la confrontation à des acteurs aux représentations et intérêts contradictoires, des raisons des succès ou échecs. L'objectivation se fonde sur la confrontation de points de vue de différents acteurs sur la même histoire, alimentée par un retour sur les écrits disponibles et idéalement par des enquêtes de terrain. Une capitalisation d'expériences mobilise la réflexivité et la connaissance accumulée par les praticiens, elle suppose qu'un tiers, formé aux sciences sociales, joue un rôle de maïeutique et de questionnement, incitant le ou les praticien(s) à mettre à l'épreuve ses (leurs) interprétations spontanées, à approfondir l'analyse, à explorer d'autres pistes interprétatives. Elle aboutit à des productions écrites (mais qui pourraient être audio-visuelles), à des restitutions orales, qui permettent d'en socialiser les résultats au sein de l'organisation, et éventuellement d'une communauté élargie.

Les praticiens ne sont pas des écrivains. Organiser ses idées, expliciter, écrire est pour eux difficile, parfois douloureux. De plus, leur façon de poser les questions n'est pas, *a priori*, construite dans des termes sociologisés. Lors de nos discussions, mes collègues du Gret faisaient souvent preuve d'une connaissance fine et nuancée des processus auxquels ils avaient participé. Mais le passage à l'écrit, marqué par le registre litté-

raire des rapports d'activités, tendait à neutraliser cette richesse dans du jargon. « Nous avons fait une approche participative » « il est apparu nécessaire de... », « Les acteurs locaux considéraient que » sont quelques exemples de « tics » de langage qui neutralisent la compréhension des processus. Le piège du jargon n'est pas seulement lié au monde du développement. Il est lié à une culture professionnelle qui tend à neutraliser le discours. Ainsi, dans le domaine de l'éducation, « *la pente naturelle court toujours vers la « langue de bois», une écriture qui, se gardant de citer les lieux et les individus, se tient le plus loin possible d'une écriture journalistique (qui a fait quoi, où et quand ?). L'abstraction généralisante devient un procédé d'écriture qui gomme tout aspect anecdotique, et reconstruit autrement la réalité, vidée de ses acteurs qui deviennent des entités impersonnelles. Une marque formelle de cette écriture est en effet la nominalisation, les emboîtements de complément de noms, la forme passive ; sans complément d'agent* ». (Chartier, 2003 : 47-48).

Dans des capitalisations d'expériences dans le monde du développement, il faut d'autant plus lutter contre cette tendance à « l'abstraction généralisante », insister sur la description et le récit, faire la chasse aux formes passives au profit de la mise en scène d'acteurs de chair et d'os. Le registre littéraire du rapport d'activités de projet est lui-même trop souvent prisonnier de la langue de bois développementiste et est très stérilisante. Après la construction du questionnement, j'insistais sur l'importance d'un récit problématisé, le plus descriptif possible, faisant la chasse à toutes les formes impersonnelles, obligeant à préciser, à imputer. « *Nous avons fait une démarche participative* » devenait par exemple : « *le choix*

des investissements à réaliser a été fait à l'issue d'une série de réunions, rassemblant essentiellement les hommes mariés du village, dans des débats organisés par les autorités villageoises ». Passer du jargon au récit circonstancié demande un apprentissage. Inversement, apprendre à dire les choses autrement permet aussi de penser de façon plus concrète sa pratique et la façon de concevoir l'intervention de développement. Et fait apparaître les leçons de façon plus claire. Dans ces processus, le rôle de l'anthropologue est maïeutique : il contribue à la problématisation, en dialoguant avec les porteurs de capitalisations, en questionnant les postulats et les façons de poser les questions ; il oriente vers une sélection bibliographique aidant le « capitalisant » à construire son objet en prenant de la distance par rapport à ses grilles initiales ; il contribue à faire mûrir l'analyse en questionnant sur l'histoire, les faits, et en incitant à travers cela à élargir le questionnement et les grilles d'interprétation initiaux ; il pousse à la description et à la narration ; il contribue parfois à l'interprétation et à la formalisation de l'analyse (sur le fond et sur la forme).

Le degré de déplacement de regard permis par cette maïeutique dépend du capitalisant et du sujet. Un des exemples les plus frappants des déplacements de perspective rendus possibles par un travail de capitalisation a été la capitalisation d'un projet de restructuration d'une fédération de mutuelles de micro-crédit aux Comores. Il s'agissait d'apporter un appui technique à ces mutuelles, en crise financière du fait d'une insuffisante rigueur dans la gestion des crédits, pour leur permettre de se restructurer et de retrouver un équilibre financier. Faisant le constat de son incapacité à agir, l'équipe Microfinance du Gret avait choisi de

dénoncer le contrat. De retour au siège, l'expatrié s'est engagé dans une « capitalisation d'expérience ». Pour lui et pour l'équipe, la mutuelle, dirigée par des grands notables comoriens, refusait de voir la gravité de la situation ; les notables s'étaient octroyés des crédits de façon libérale et ne voulaient pas d'un redressement qui les aurait obligés à rembourser. Revenant ensemble sur l'histoire, et en particulier sur les conditions initiales de négociation de l'appui et la façon dont avait été défini le cahier des charges de la jeune volontaire envoyée dans un premier temps, il apparaissait clairement qu'une bonne part de l'échec trouvait là son origine, quels qu'aient été par ailleurs les dysfonctionnements de la mutuelle : le projet avait été monté à la demande du financeur, dans le cadre d'une négociation plus large sur la poursuite de l'appui à une autre mutuelle ; la demande venait de l'équipe de salariés de la fédération, qui n'avaient plus de financement suite au retrait du premier bailleur. Le projet d'appui a été discuté avec cette équipe de techniciens mais pas avec le conseil d'administration de la fédération, qui est pourtant l'instance politique responsable, qui était de plus directement impliquée dans les dysfonctionnements, et dont l'adhésion au projet de restructuration était indispensable. L'équipe « Microfinance » du Gret intervenait dans une vision strictement gestionnaire, envoyant une jeune volontaire, sans doute compétente en gestion mais qui n'était socialement guère crédible face aux notables dirigeant les caisses locales, et qui de plus posait les enjeux d'un redressement financier sans en comprendre les enjeux politiques. L'interprétation initiale de l'équipe Microfinance était que l'échec était dû aux limites du modèle mutualiste et au sevrage

trop rapide de l'institution par le premier bailleur de fonds, qui avait laissé la mutuelle entre les mains des notables sans procédures de crédit et de recouvrement suffisamment solides. L'analyse finale ne récusait pas ce problème, et ne tranchait pas sur la possibilité ou non de redresser cette mutuelle, mais elle montrait clairement que les conditions dans lesquelles ce projet avait été monté, et la façon de poser le problème en des termes uniquement gestionnaires (aboutissant à mettre en place des pressions au remboursement alors même qu'il n'y avait pas consensus sur la crise, son ampleur et ses causes) ne pouvait qu'aboutir à l'échec.

Le texte issu de ce chantier n'a jamais été publié, mais la réflexion n'a cependant pas été inutile, au sens où il a fait évoluer les représentations de l'équipe, et a abouti à un autre produit (de Sousa-Santos, 2005), formulant un certain nombre de principes méthodologiques pour aborder la question du redressement d'institutions de microfinance en crise. La publication de ce document, méthodologique, orienté vers le futur, n'a évidemment posé aucun problème.

Pour des organisations apprenantes

La critique de sciences sociales n'est pas toujours recevable immédiatement par les praticiens. Générale, elle semble – et elle est effectivement parfois – trop systématique ; ciblée sur une action, elle met trop frontalement en cause l'identité et l'engagement des praticiens qui l'ont menée. La recevabilité de ces analyses critiques n'est pas donnée *a priori*, elle doit être construite. Mais surtout,

d'un point de vue de praticien, elle n'a de sens que si elle permet de rebondir. Partir de l'expérience et de la réflexivité des praticiens est sans doute la meilleure façon de faire passer des questionnements, en leur permettant de coupler prise de recul critique sur des actions qu'ils ont menées, et réflexion sur les façons de faire mieux, ou menées autrement.

Donnant l'opportunité à des praticiens de mobiliser leur réflexivité, de relire leurs expériences – réussies ou non – avec un regard de sciences sociales, les « capitalisations d'expérience » sont un formidable outil d'apprentissage, individuel et collectif, sur ce que signifie agir dans des environnements sociaux complexes et sur les savoir-faire correspondants. Dès lors qu'elles sont intégrées dans une politique de l'organisation, leur accumulation et leur mise en débat produit des apprentissages collectifs, au sein d'organisations apprenantes capables de dépasser « *l'erreur de sous-estimer l'erreur* » (Morin, 1982) et développant la professionnalité de leurs membres. Si la pertinence des actions et la durabilité de leur impact étaient vraiment la préoccupation centrale du monde de l'aide, de telles politiques de capitalisation d'expérience ne devraient-elles pas être encouragées ?

Bibliographie

- Bourdieu P., Chamboredon J.-C. et Passeron J.-C., 1983 (1968), *Le métier de sociologue: préalables épistémologiques*, Coll. Textes de sciences sociales, Berlin/New York/Paris, Mouton.
- Chartier A.-M., 2003, "Ecrire les pratiques professionnelles : réticences et résistances des praticiens", in Blanchard-Laville C. et Fablet D., ed., *Ecrire les pratiques professionnelles. Dispositifs d'analyse de pratiques et écriture*, Paris, L'Harmattan, pp. 17-56.
- de Gaulejac V., Bonetti M. et Fraisse J., 1995, *L'ingénierie sociale*, Coll. Alternatives sociales, Paris, Syros Alternatives.
- de Sousa-Santos F., 2005, *S'engager auprès d'une institution de microfinance en crise : entre audace et prudence, premiers repères méthodologiques*, Coopérer Aujourd'hui n° 42, Paris, Gret, 28 p.
- de Zutter P., 1994, *Des histoires, des savoirs et des hommes : l'expérience est un capital*, Paris, Fondation Charles Léopold Mayer.
- Dubechot P., 2005, *La sociologie au service du travail social*, Coll. Alternatives sociales, Paris, La Découverte.
- Elwert G. et Bierschenk T., 1988, "Development Aid as An Intervention in Dynamics Systems", *Sociologia Ruralis*, vol 28 n° 2/3, pp. 99.
- Laborit H., 1974, *La nouvelle grille*, Paris, Robert Laffont.
- Morin E., 1982, *Science avec conscience*, Paris, Fayard.
- Naudet D., 1999, *Trouver des problèmes aux solutions. Vingt ans d'aide au Sahel*, Paris, OCDE.
- Olivier de Sardan J.-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en anthropologie du changement social*, Paris, APAD/Karthala.
- Répussard C., 2008, *A la recherche d'une légitimité politique dans la gestion villageoise du service de l'eau ? Comités de gestion, configurations politiques et fonctionnement des services d'eau potable au Nord Sénégal*, Coopérer aujourd'hui n° 63, Nogent-sur-Marne, GRET, 62 p.
- Villeval P. et Lavigne Delville P., 2004, *Capitalisation d'expériences, expériences de capitalisation : comment passer de la volonté à l'action ?*, Traverses n° 15, Lyon/Paris, Handicap International/Gret/Groupe Initiatives, 46 p.

MAPS

MAISON D'ANALYSE
DES PROCESSUS SOCIAUX

**INNOVATIONS
SOCIALES:
COMMENT LES SCIENCES
SOCIALES CONTRIBUENT
À TRANSFORMER
LA SOCIÉTÉ.**

Editeurs-trices

Ola Söderström, professeur à l'Institut de géographie

Laure Kloetzer, professeure assistante à l'Institut de psychologie et éducation

Hugues Jeannerat, enseignant-chercheur aux Instituts de sociologie et de géographie

Mise en page

Gaétan Bovey

ISSN : 2504-396X

La reproduction, transmission ou traduction de tout ou partie de cette publication est autorisée pour des activités à but non lucratif ou pour l'enseignement et la recherche.
Dans les autres cas, la permission de la MAPS est requise.



Contact:

MAPS - Maison d'analyse des processus sociaux
Rue A.-L. Breguet 1
CH - 2000 Neuchâtel
Tél. +41 32 718 39 34
www2.unine.ch/maps
maps.info@unine.ch

Table des matières

Introduction	7
Entretien avec Philippe Lavigne Delville	14
Accompagner la réflexivité des praticiens de la coopération au développement : une expérience "d'anthropologie impliquée"	16
Interview with Pernille Hviid	25
From abstract "quality" to collective meaning-making and personal meaningfulness - a social innovative project in the public daycare sector.....	27
Entretien avec Philippe Durance	38
La prospective : une philosophie en action.....	40
Interview with Ian Cook	48
Followthethings.com : analysing relations between the making, reception and impact of commodity activism in a transmedia world.....	50
Entretien avec Francesco Panese	62
La fabrique du sujet entre cerveau et société : tensions critiques.....	64